



AED :

UNE PROFESSION DÉTERMINÉE MAIS UN MINISTÈRE QUI RESTE SOURD

Mardi 2 juin 2026, les Assistant-es d'Éducation étaient appelé-es à la grève par une large intersyndicale nationale. De l'aveu même du ministère, ce sont près d'un quart de ces personnels qui ont cessé le travail, avec un grand nombre de vies scolaires totalement fermées. La CGT Éduc'action salue la détermination de ces personnels précaires en cette période difficile de renouvellement de contrats.

Malgré ce haut niveau de mobilisation, le mépris institutionnel persiste. Hier, lors du rassemblement régional parisien, le ministère a refusé de recevoir la délégation intersyndicale et les nombreuses audiences académiques n'ont obtenu aucune réponse concrète de la part des autorités.

Depuis plus de 2 ans, la CGT Éduc'action s'est mobilisée aux côtés des AEd lors de plusieurs appels à la grève. Ces nombreuses et conséquentes mobilisations, au cours de cette période, ont permis d'obtenir une clarification des missions des AEd et des grilles d'évolution salariale dans une bonne partie des académies. Nous assistons donc, pour l'une des catégories les plus précaires de l'Éducation nationale, à un accroissement des inégalités de traitement entre académies. Le ministère doit d'urgence prendre ses responsabilités et décider d'une grille nationale de salaires au lieu de laisser cette décision au bon vouloir de chaque recteur-riche.

Les AEd ne sont ni des « surveillant-es » ni des « pion-nes », mais bien une profession essentielle dans nos établissements scolaires. Le combat pour la reconnaissance de leur métier par un statut de fonctionnaire de catégorie B, la sécurisation de leurs conditions d'emploi, le respect de leurs missions et des améliorations salariales reste indispensable pour obtenir satisfaction et reconnaissance. Il rejoint celui pour gagner des recrutements massifs et l'augmentation du nombre de postes pour un meilleur encadrement et des moyens de remplacement.

La CGT Éduc'action est et reste aux côtés de nos collègues et camarades AEd et continuera de construire le rapport de force pour gagner les revendications des personnels.

Montreuil, le 3 juin 2026

